



Position de 'Action pour le Développement Durable' en Réponse à la Déclaration Ministérielle au Forum Politique de Haut Niveau de 2017

Le Forum Politique de Haut Niveau de 2017 sur le développement durable tenu du 10 au 19 juillet 2017 a connu la participation de près de 2 500 représentants de la société civile venus du monde entier, soit 1000 de plus par rapport à 2016. Ceci est un signe évident de l'intérêt et de l'engagement de la société civile envers les Objectifs de Développement Durable. Action pour le Développement Durable compte plus de 1700 membres repartis dans plus de 150 pays partageant un clair enthousiasme et une franche détermination à apporter une contribution substantielle à ce programme et à faire partager notre expertise aux décideurs. Toutefois, nous craignons que les espaces de dialogue demeurent limités.

1. Répondre au thème de 2017: «Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation»

Le thème du FPHN de cette année reconnaît le besoin central d'éradication de la pauvreté comme une étape essentielle pour garantir un avenir durable pour tous. Nous prenons note de la référence aux «efforts de transformation» et à la nécessité d'atteindre en premier lieu les plus délaissés.

Bien que nous nous réjouissons de l'objectif affiché par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies, de mettre fin à la pauvreté et de lutter contre les inégalités, nous restons préoccupés par le fait que ce qui a été présenté au niveau des Revues Nationales Volontaires cette année démontre que le rythme des changements est encore trop lent au même temps que les inégalités s'agrandissent à l'échelle globale. Les informations fournies par les groupes des OSC, par le biais des Rapports de la société civile¹, indiquent également que la concentration des richesses se poursuit à un rythme effréné, alors que les gouvernements rencontrent des difficultés économiques marquées par plus d'«austérité».

Ce sont des défis à caractère universel. Les gouvernements du Nord et du Sud continuent de réduire les investissements au niveau des services publics, accélérant le processus de démantèlement du système de protection sociale et de la législation du travail, avec un financement à long terme insuffisant des programmes essentiels de santé, d'éducation, du genre, de l'innovation et de l'environnement. Au même moment, on observe de plus en plus d'investissements dans le secteur privé ainsi que des réductions dans la fiscalité des entreprises. Si elles ne sont pas prises en compte, ces tendances compromettront

¹ <http://action4sd.org/tools-resources/>

l'engagement à éradiquer la pauvreté et l'aggraveront plutôt.

2. Le rôle central des sociétés pacifiques, justes et inclusives

Action pour le Développement Durable prend note de la référence à l'importance des sociétés pacifiques, justes et inclusives dans la Déclaration ministérielle, en particulier la nécessité d'avoir une bonne gouvernance et un réel état de droit. Nous sommes d'avis que les principes partagés de la liberté de réunion et d'association, conjugués à la liberté d'expression, constituent la base fondamentale pour des sociétés saines et inclusives. Les États membres doivent reconnaître que nous ne réaliserons pas les objectifs de l'Agenda 2030 si des catégories de la population continuent d'être exclues des processus décisionnels. Dans ce contexte, le degré d'ouverture de l'espace civique dans les pays passés en revue au FPHN 2017 inquiète également. En 2017, sur 44 pays sous examen, seulement 10 sont considérés comme «ouverts» tandis que 12 autres sont perçus comme «étroits», dont l'Italie, la Slovénie, le Japon, le Chili et l'Inde. Ce qui est le plus préoccupant, c'est que dans l'autre moitié des pays examinés, on retrouve des pays considérés après évaluation soit comme «bouchés» à l'instar du Brésil et du Kenya; soit «Répressifs» à l'instar du Zimbabwe et du Bangladesh; soit «fermés», à l'instar du Bélarus et de l'Azerbaïdjan².

Il est particulièrement inquiétant d'assister à l'essor des tendances populistes nationales dans les démocraties traditionnelles, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, où on voit des dirigeants encourager des déclarations prônant l'exclusion des minorités. Alors que dans le même temps, de nombreuses démocraties plus jeunes reviennent sur d'importants indicateurs de la bonne gouvernance. Cette analyse suggère que l'engagement de créer des sociétés inclusives ne se fait pas sentir sur le terrain dans un grand nombre de pays et qu'il est urgent que les gouvernements travaillent en partenariat avec la société civile pour s'assurer que cet engagement, dont on s'est convenu, est effectivement honoré.

3. Mise en œuvre au niveau national des Revues Volontaires Nationales (RVN)

Etant actuellement dans la deuxième année de mise en œuvre de l'Agenda 2030, il est extrêmement important de veiller à ce que le processus RVN-FPHN constitue un véritable mécanisme de redétabilité des États membres quant à l'exécution de leurs promesses et de leur engagement envers les citoyens. Le FPHN pourrait devenir un moment indispensable de réflexion, d'examen en vue d'identifier les bonnes pratiques et relever conjointement les défis.

Afin de comprendre dans quelle mesure les citoyens et la société civile se sont retrouvés engagés dans le processus d'examen, nous avons réalisé des rapports nationaux dans 20 des 44 pays dans le cadre de la Revue Nationale Volontaire sur la participation de la société civile aux différentes revues³, il existe plusieurs tendances notables:

- Au moins 10 pays ont établi des comités gouvernementaux de haut niveau ou des groupes parlementaires pour mener à bien l'exécution de l'Agenda 2030,

² CIVICUS Monitor: <https://monitor.civicus.org/>

³ <http://action4sd.org/tools-resources/>

- Dans quelques cas, il existe encore un manque de plans spécifiques de mise en œuvre.
- Dans de nombreux cas, bien qu'on ait le sentiment que les ODD sont inclus dans les plans nationaux existants, l'aspect «transformateur» de l'Agenda est considérablement édulcoré ou perdu
- Etablir des rapports sur la dimension interconnectée de l'agenda et ses synergies entre différentes thématiques demeure limité en raison des contraintes budgétaires; chaque service gouvernemental ayant un mandat limité. L'intersectionnalité, le changement climatique et l'engagement de n'oublier personne sont les domaines qui sont le plus à même de conduire à des changements importants, mais sont insuffisamment pris en compte dans les rapports.
- Le gouvernement local n'est pas toujours bien informé ou intéressé par l'Agenda 2030
- L'engagement avec la société civile et, de façon plus général, avec les parties prenantes laisse à désirer.

Nous tenons également à souligner que la mise en œuvre des ODD nécessite une approche intégrée avec l'Accord de Paris sur le changement climatique. L'un des outils pour promouvoir une approche de mise en œuvre intégrée est précisément l'établissement d'un rapport au niveau national. Nous exhortons ainsi les États membres à faire de leur mieux pour inclure les changements climatiques dans leur planification, leur exécutions et par conséquent dans leurs revues volontaires nationales.

Il est essentiel que les gouvernements envisagent différents scénarios climatiques et leur impact sur l'exécution des ODD. En réfléchissant sur l'accord où il est s'agit de mettre en œuvre les différents Objectifs dans leur ensemble, les États membres doivent déterminer la manière dont le changement climatique s'aligne avec la promesse de n'oublier personne, par exemple en identifiant les groupes les plus vulnérables aux impacts climatiques ainsi que la façon dont cela se rapporte aux problèmes de marginalisation et de discrimination.

4. Rôle de l'ONU

Nous retenons que l'Organisation des Nations Unies fournissent un nombre croissant d'informations et de documentations sur le site Web ONU DESA HLPF, ce qui constitue un point d'entrée pratique pour l'engagement. **Cependant, nous sommes très préoccupés par le fait qu'il n'y ait toujours pas d'espace pour présenter les rapports nationales de la société civile sur le site Web de l'ONU.**

Il est essentiel que les équipes des Nations Unies de niveau national s'engagent plus directement à veiller à ce que des plans nationaux spécifiques apportent un soutien aux citoyens, en particulier ceux qu'on a laissé pour compte. Il est clair que le PNUD et d'autres organismes de prestation devraient faire davantage pour contribuer à faire en sorte que la mise en œuvre des ODD soit faite de manière inclusive et qu'ils puissent travailler avec la société civile et les principaux acteurs au niveau national pour mener un véritable

programme transformateur.

Nous nous serions ravis de connaître la réponse complète concernant la position et les attentes de l'ONU en matière de participation des citoyens et de la société civile dans la mise en œuvre et dans l'établissement des rapports.

5. Rôle et capacités des OSC

Nos rapports au niveau des pays démontrent que la société civile se mobilise. Il existe un certain nombre de coalitions nationales actives de la société civile dans le monde, comme au Kenya, au Brésil, en Inde, au Népal, y compris dans les pays dits «développés» tels que l'Italie, la Suède et le Japon, qui ont très activement collaboré afin de s'assurer que toutes les voix soient entendues au niveau national et pour permettre un large processus inclusif de dialogue.

Cependant, les possibilités d'engagement pour les OSC sont encore limitées, même si l'Agenda 2030 présage une participation significative de la société civile. Nous demandons donc instamment aux États Membres et aux Nations Unies de tenir compte des recommandations suivantes:

- Pour assurer le succès de l'Agenda 2030, le rôle de la société civile dans le suivi et la mise en œuvre de l'ordre du jour ne doit pas être qu'à titre informel.
- Les OSC doivent avoir accès à des rôles officiels en garantissant leur participation dans :
 - (i) Des processus transparents de consultation aux plans et mesures de mise en œuvre du gouvernement,
 - (ii) Les mécanismes officiels de représentation qui supervisent les efforts de mise en œuvre
 - (iii) les canaux de participation aux processus de redevabilité, entre autres.
- La communauté internationale devrait soutenir et mettre pleinement en place une approche coordonnée du renforcement des capacités de la société civile pour permettre une mise en œuvre et un suivi efficace de l'Agenda à travers le monde.

Enfin, nous réitérons notre demande pour le développement et le financement adéquat d'un engagement structuré et significatif des OSC dans la mise en œuvre et le suivi de l'Agenda2030 et ce à tous les niveaux.

À propos d'Action pour le Développement Durable

Action pour le Développement Durable est une plate-forme de la société civile avec plus de 1,700 membres dans plus de 150 pays, nous travaillons en collaboration pour créer de l'espace et faciliter les organisations citoyennes et civiles au niveaux local, national, regional et global à organiser, mobiliser, défendre et agir collectivement au service du développement durable.

Nous nous sommes réunis pour servir d'inspiration et s'engager dans des actions qui renforcent les capacités de tous, en particulier ceux qui ont été marginalisés, et afin de s'attaquer collectivement aux causes profondes des inégalités, de l'injustice, des violations des droits de l'homme, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques. Nous travaillons pour créer un monde où la justice sociale, celle au service de l'environnement et du développement soit assurée et où toutes les personnes puissent vivre dans un environnement prospère, sain, sécurisé et paisible.